



Centrale Syndicale Humanisme

09 BP 4360 ABIDJAN 09 tél: 20 39 08 72

Cell : 01-16-48-01 / 01-48-80-62/ 03-59-25-63/ 01-32-78-00

e-mail: cs.huma@yahoo.fr Site web: www.csh.ci

**CONFÉRENCE DE PRESSE DE LA CSH SUR LA SITUATION SANITAIRE
EN RAPPORT AVEC LA MALADIE À VIRUS ÉBOLA
DECLARATION LIMINAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
SAMEDI 29 NOVEMBRE 2014**

Mesdames et Messieurs les journalistes, au nom du Bureau Exécutif Central et de l'ensemble des membres de la Centrale Humanisme, je vous voudrais vous saluer et vous dire merci de votre présence à nos côtés.

Cette conférence de presse est l'occasion pour la Centrale Humanisme de se prononcer sur la vie de la nation, en insistant particulièrement sur la situation sanitaire de notre pays, au regard de la lutte menée pour barrer la voie à la maladie à Virus Éboa. Mais, accessoirement, nous sommes disposés à répondre à toutes les questions que vous voudriez bien nous poser.

I- LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

Depuis un moment, nous constatons dans divers secteurs d'activités, des grognes qui vont souvent au menace de grèves et même au grèves. Nous notons que ces mouvements sont la manifestation des souhaits du corps social, dans son ensemble de discuter avec les autorités compétentes, pour que ces derniers se penchent sur le quotidien des travailleurs, en terme d'amélioration des conditions de travail, de consolidation et de renforcement du pouvoir d'achat.

Pour la Centrale Humanisme, ces mouvements légitimes ne sont point une surprise, étant donné que les travailleurs notent un relâchement qui frise l'abandon, dans l'attitude des autorités.

En effet, depuis le 1^{er} mai 2013 la CSH a demandé et obtenu du Chef du Gouvernement, que l'État et les centrales syndicales puissent s'asseoir ensemble, deux fois par an, pour évaluer la mise en œuvre des réponses du gouvernement aux revendications des travailleurs.

Suite au report de la rencontre de novembre 2013, avec le décès de l'un des nôtres, la première rencontre a effectivement eu lieu en avril 2014 et, ensemble avec le Premier Ministre, nous avons projeté la deuxième rencontre pour le mois de novembre 2014. Les documents préparatoires cette deuxième rencontre ont même été préparés par Le Ministère d'État,

Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle et soumis aux centrales pour leur observations. **Puis, plus rien.**

Nous sommes aujourd'hui, le 29 novembre 2014 et aucun signal ne nous vient de la Primature concernant cette rencontre importante. C'est dire que le front social se pose des questions et il a besoin de réponses, surtout, en cette fin d'année grosse de tous les espoirs.

Tenez, dans le secteur de l'Énergie et du Pétrole, depuis deux ans, nos camarades cherchent à rencontrer le Ministre Adama TOUNKARA à l'effet d'entamer des discussions pour le paiement de primes auxquels ils ont droit. Mais malgré les innombrables courriers à lui adressés, Le Ministre du Pétrole et de l'Énergie n'a pas daigné les recevoir pour engager véritablement le dialogue social. La CSH l'interpelle donc vivement : Monsieur Le Ministre, Adama TOUNKARA, rencontrez les travailleurs du Pétrole et Énergie, discutez avec eux, franchement afin d'arriver au paiement des dites primes.

D'ailleurs, la CSH saisit cette occasion pour interpeller l'ensemble du Gouvernement et particulièrement Le Ministre Adama TOUNKARA, encore une fois, pour faire baisser le prix du carburant immédiatement, étant donné que, selon le gouvernement lui-même, le prix du carburant est automatiquement indexé sur le cours du marché international. Or il se trouve, justement que depuis environ un mois, les cours du pétrole sur le marché international sont à la baisse. Mais curieusement, à la pompe, ici, nous ne sentons aucun effet. Pourtant c'est cet engagement ferme que le gouvernement avait pris, à l'époque, pour agir sur l'inflation et ainsi réduire le coût de la vie. Mais on constate que le coût du baril de pétrole est passé de 120\$ à 80\$ soit une réduction de 33%, à l'interantional.

En répercutant cette baisse de 33% à la pompe, l'on pourrait de façon ferme, exiger cette même réduction aux transporteurs. Ainsi, indubitablement, c'est le coût des denrées de première nécessité (produits vivriers) qui baisseront de 33%. Le coût de la vie serait ainsi beaucoup plus supportable par les ménages.

Au Port autonome d'Abidjan, il est temps, grand temps que les autorités ouvrent les yeux sur la discrimination flagrante qui y règne au point que des individus bénéficiant d'une totale impunité sèment la terreur et la désolation, empêchant d'autres dockers, de participer aux efforts de développement national. L'administration portuaire est-elle complice de cette atmosphère de terreur? Sinon, comment comprendre qu'elle garde encore par devers elle, depuis juillet 2013, les cartes professionnelles servant de cartes d'accès, empêchant ainsi, des dockers, de surcroit des leaders syndicaux de mettre pied au port pour y exercer la seule profession qu'ils y exercent depuis 1995.

NON, NON, NON et NON ! Messieurs les Dircteurs du Port Autonome d'Abidajn, du SEMPA et du BMOD !

NON, Monsieur le Ministre des Transports, Gaoussou TOURÉ !

Ce qui se passe au port, c'est, de façon laide, une ségrégation qui ne tire pas sa source dans l'élan de réconciliation nationale que Son Excellence Monsieur Le Président de la République imprime au quotidien à la marche de la nation.

II- LA MALADIE A VIRUS ÉBOLA

La maladie à virus Ebola est une maladie mortelle. La maladie est survenue principalement dans les pays tropicaux d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. Depuis 2014, les cas confirmés d'Ebola ont été rapportés en République Démocratique du Congo (RDC), en Guinée, en Sierra Leone, au Libéria, au Nigéria et dernièrement, au Mali. Avec cette géographie, vous comprenez aisément que notre pays, la Côte d'Ivoire, se trouve fortement menacé.

En plus avec la libre circulation des personnes appliquée dans l'espace CEDEAO, notre espace communautaire et au regard de la contamination qui se fait par contact direct avec les fluides corporels (le sang, les sécrétions ou autres liquides biologiques) d'une personne malade, d'une personne décédée de la maladie ou d'animaux infectés, ou indirectement, par contact avec des objets contaminés par le sang, les sécrétions, ou d'autres liquides biologiques de personnes malades ou décédées, nous sommes en présence, vous en convenez d'une maladie très très grave.

Mesdames et Messieurs, on peut donc l'affirmer, chacun de nous est individuellement et collectivement exposé. A chaque instant, nous cotoyons le danger.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement mène une campagne de communication active invitant les populations à suivre des mesures simples à observer, notamment le lavage régulier des mains à l'eau et au savon, l'interdiction de se serrer les mains et de faire des accolades, l'interdiction de la consommation de la viande de brousse, etc. La CSH appelle toutes les populations à observer scrupuleusement ces mesures du gouvernement qui valent à la Côte d'Ivoire d'être, à ce jour, épargnée par le virus d'Ebola.

Nous devons donc tout faire pour éviter l'entrée du virus Ébola dans notre pays, et le cas échéant, l'éradiquer. C'est pourquoi, en plus des actions menées, la Centrale Humanisme veut insister sur certaines dispositions à même de renforcer la réactivité de la Côte d'Ivoire.

La CSH demande donc :

- **Au Gouvenement,:**

- Le renforcement de la surveillance épidémiologique, aux frontières, À TOUTES LES FRONTIÈRES.

A ce propos, il est impératif que les thermomètres à infrarouge qui coûtent vingt mille (20 000) francs cfa, l'unité et les EPI (Équipement de Protection Individuelle) qui coûtent quarante (40 000) mille francs cfa, l'unité, soient effectivement disponibles dans les quatre vingt trois districts sanitaires que comptent notre pays.

Ainsi avec mille (1000) kits d'ÉPI et mille (1000) thermomètres à infrarouge, pour un montant de cinq (05) milliards environs, ces 83 districts seront suffisamment pourvus pour réagir promptement à tout cas suspect et assurer davantage la surveillance épidémiologique. Aussi toutes les frontières, aériennes terrestres et maritimes disposeront-elles de matériel pour filtrer les entrées sur le territoire ivoirien.

- La mise à disposition effective des équipements de protection individuelle dans les structures sanitaires pour éviter d'exposer les travailleurs du secteur de la santé.

- La construction de véritables centres de référence pour le traitement des cas avérés et d'isolement pour les mises en quarantaine des cas suspectés.

- Aux Personnels de santé

La maladie à virus Ébola constitue certes, à ce jour, un problème de santé publique, voire mondiale, mais il reste aussi un défi pour les personnels de la santé. C'est pourquoi, la Centrale Humanisme demande à ces derniers, de ne pas paniquer car le devoir et le défi de vaincre Ébola, l'exige.

Par ailleurs, ils peuvent et ils doivent, eux-mêmes, grâce aux TIC, renforcer leur capacité. La Centrale Syndicale Humanisme les exhorte à prendre des initiatives personnelles pour s'informer et se former conséquemment sur cette épidémie.

Face à ce péril, qui fait à ce jour plus de cinq mille (5000) morts, et une espérance de vie assez faible (55 ans), la Couverture Maladie Universelle apparaît comme une des réponses appropriées pour une meilleure prise en charge sanitaire de l'ensemble des populations.

En effet, sa mise en œuvre, dans un élan de solidarité nationale, pourrait permettre, à nombre d'individus, de bénéficier de soins de santé auxquels ils n'avaient pas accès, du fait de leur pauvreté.

C'est pourquoi, la Centrale Humanisme appelle ses membres et l'ensemble des travailleurs, à partager cet élan de solidarité, qui contribuera, nécessairement à augmenter l'espérance de vie, en Côte d'Ivoire.

Devant cette noble ambition, le Gouvernement serait bien inspiré de réaliser la mise en œuvre de ce projet, dans un esprit cartésien et surtout sans lésiner sur les moyens.

Conclusion

La fièvre Ebola, maladie qui menace notre pays doit être traitée avec rigueur et méthode, c'est pourquoi, La centrale Humanisme demande au Gouvernement, toute affaire cessante, de dégager, ici et maintenant, au moins sept (07) milliards de francs cfa, pour rendre opérationnel, ce dispositif minimal.

Notre volonté d'atteindre l'Émergence à l'horizon 2020, que Ébola menace, l'exige.

Dans l'espérance que nous soyons entendus, par le Gouvernement, les travailleurs et nos concitoyens, la Centrale Humanisme formule le vœu qu'Ébola ne franchisse point nos frontières.

Pour le Bureau Exécutif Central
Le Secrétaire Général

SORO Mamadou